

libre entreprise et sa capacité de fournir les moyens de relancer notre économie.

On n'entend guère parler des problèmes de l'entreprise privée parce que les journaux et les critiques, en tout cas sûrement les commentateurs financiers, adorent démontrer que presque tout le gaspillage qui se fait dans notre société est imputable au gouvernement. Leur histoire macabre annuelle est le rapport de l'Auditeur général. Ce rapport fait couler beaucoup d'encre alors que les économistes relèvent avec joie toutes les erreurs commises par le gouvernement.

Ce n'est pas souvent qu'on nous révèle les fautes commises par le secteur privé qui peuvent cependant coûter cher. Pourtant dernièrement on en a entendu de belles sur les gaspillages du secteur privé et sur ce qui arrive quand le système économique permet aux gens d'arriver à leurs fins. Si, comme le croyait Adam Smith, cela aboutissait à une gestion intelligente et même si les méthodes laissaient à désirer si au moins la fin justifiait les moyens, on comprendrait. Mais on constate, par exemple, que les constructeurs de grandes surfaces poussent maintenant un soupir de soulagement parce que les fonds sont taris. Ils ont dû construire, mais leurs centres d'achats ont tant de boutiques inoccupées qu'ils n'arrivent plus à se maintenir à flot.

Voici une manchette du *Globe and Mail* du 19 mars: Le nombre des locaux industriels à louer excède la demande. Des installations de tout genre ont été construites et n'ont pas encore servi et toute sorte de capitaux ont été investis dans ces constructions et ils n'ont servi à rien. Évidemment, nous les utiliserons plus tard. A mesure que le pays croîtra, je suis persuadé que ces installations deviendront nécessaires. Entre-temps, et tandis que le député de York-Simcoe se plaint de la forte ruée de capitaux et des taux d'intérêt élevés qui en découlent et qui doivent être maintenus afin de récupérer le capital, c'est du gaspillage.

Une autre histoire macabre a paru le 23 mars, dans le *Star* de Toronto et concernait les hôtels vides. Intitulé «Hôtels vides: les plus gros perdants», l'article indique que, à Toronto, trois hôtels ont été construits récemment: le Plaza II, le Prince et le Harbour Castle. Ce dernier est décrit ainsi «Son emplacement est-il un avantage ou un inconvénient?», le Prince, «Le ballon d'essai ne s'est pas envolé» et le Plaza II, «l'hôtel que presque personne ne connaît».

Je n'ai pas les prix exacts des autres hôtels, mais le Prince aurait coûté 23 millions de dollars. Toronto n'a pas besoin de ces hôtels. Le taux d'occupation de ces hôtels est de 20 ou 30 p. 100 environ. Ce ne sont là que quelques comptes rendus des journaux, monsieur l'Orateur. Il est question de 50 ou 60 millions de dollars, quand nous ne pouvons obtenir assez d'argent pour l'habitation, assez d'argent pour les industries de fabrication, s'il est nécessaire de les agrandir, et cependant nous construisons de cette sorte d'hôtels.

J'aimerais qu'on explique comment le secteur privé, avec tout le revenu qu'il tire de ses investissements, peut accroître la productivité de notre pays ou comment la construction d'hôtels dont les chambres demeurent vides peut accroître la productivité. Vous pouvez dire que c'est du gaspillage privé et que c'est leur argent et qu'ils peuvent le dépenser comme bon leur semble. Mais aujourd'hui, c'est l'argent de tout le monde, monsieur l'Orateur; dans notre société, lorsqu'un groupe utilise des capitaux, il empêche ces capitaux de servir à un autre usage; l'importance que ces capitaux prennent dans notre pays influe sur le taux de change. Ces gens ne vivent pas dans l'isolement; ce qu'ils font se répercute sur les autres.

Politiques économiques

Lorsqu'il y a du gaspillage, ce ne sont pas les investisseurs qui en sont les seules victimes. Les gouvernements sont privés de recettes et, très souvent, la perte d'une entreprise commerciale est défalquée des pertes d'une autre. En réalité, le contribuable participe à ces pertes et à ces gaspillages tout aussi sûrement que dans les cas que relate l'Auditeur général dans ses rapports. Le gaspillage c'est du gaspillage, monsieur l'Orateur, et c'est l'un des problèmes auxquels nous nous heurtons de nos jours. Je ne vois pas comment dans une société moderne on peut prétendre que l'entrepreneur privé s'en tirera si on ne se mêle pas de ses affaires.

En ce qui concerne la mer de Beaufort, le député de York-Simcoe déplore l'entrée en scène des spécialistes de l'environnement. Mais, monsieur l'Orateur, il nous faut tenir compte de ces gens-là; ils doivent être entendus. Les gens ont le droit de présenter des instances. J'aimerais qu'on règle ces choses avec diligence, mais il fut un temps où on faisait les choses de la manière dont on a réglé l'affaire du pipeline: une fois sa décision prise, un ministre en a forcé l'adoption par le Parlement sans se soucier des conséquences pour l'économie ou les gens directement visés. Nous sommes un peu plus perspicaces maintenant; il faut un peu plus de temps pour accomplir quelque chose.

Quand il s'agit de la planification dans le domaine de l'énergie, l'entreprise privée a démontré qu'elle est totalement incapable de subvenir aux besoins du pays. Puis nous passons aux investissements. Une des raisons pour lesquelles les taux d'intérêt sont si élevés et si ruineux pour les petits hommes d'affaires est que nous parlons des milliards de dollars nécessaires pour fournir de l'énergie à l'avenir. C'est un excellent argument—nous manquons d'énergie et par conséquent l'industrie doit réaliser des profits plus élevés pour produire désormais de l'énergie.

Il y a quelques années, on prétendait que nous n'aurions jamais à nous soucier des ressources énergétiques; nous en avions tellement qu'il était criminel de tout garder au Canada. L'industrie énergétique faisait tous ses efforts pour convaincre le gouvernement de lui permettre d'accroître ses exportations de gaz et de pétrole. Ils disaient: «Nous avons tellement d'énergie que nous ne savons qu'en faire.» Le gouvernement s'est laissé convaincre. Nous avons exporté du pétrole que nous n'aurions pas dû exporter. Nous avons laissé notre industrie sous-développée. Il n'aurait pas fallu le faire.

● (1550)

J'aimerais rappeler à la Chambre ce qui s'est passé au début de l'exploitation pétrolière et pourquoi nous avons exporté d'énormes quantités de pétrole. Il ne nous suffisait pas d'avoir découvert du pétrole dans l'ouest du pays. Nous ne voulions pas laisser une ou deux compagnies desservir rationnellement l'économie canadienne. Non, nous n'étions pas satisfaits. Les gens ont cru qu'ils pouvaient faire de l'argent et ils se sont lancés dans cette industrie. Cela s'est traduit par une énorme surcapitalisation de l'industrie pétrolière surtout en Alberta. Le gouvernement albertain a dû répartir la production proportionnellement; à une certaine époque il devait limiter la production à 35 p. 100 de la capacité du puits, réduire la quantité de pétrole que pouvait extraire chaque exploitant. Vous comprendrez pourquoi on a tant voulu en exporter.

Les gens avaient investi d'énormes sommes dans l'industrie du pétrole et du gaz. Ils avaient trop investi. Le capital ne rapportait rien, il ne donnait pas le rendement aux gens qu'ils en attendaient. Ils voulaient vendre le pétrole et le gaz aussi vite que possible simplement pour récupérer des